



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

NUMÉRO 110
14 JUILLET 1962

0,40 NF

- **Neutraliser le
Marché commun**

(Page 2)

- **La vérité sur notre
Conseil National**

(Page 3)

- **Un essai de
syndicalisme des
jeunes agriculteurs**

(Pages 4-5)

- **Conflit aux usines
de La Mure**

(Page 7)

- **L'U.N.E.F.
reconvertie**

(Page 7)



(A.F.P.)

De Gaulle et Adenauer à Mourmelon : l'axe Paris-Bonn, sujet d'inquiétude pour les deux « K ».

Neutraliser le Marché commun



(Keystone)

Le chancelier d'Autriche Gorbach : un neutre associé au Marché commun.

LES menaces contre la paix que font peser les « projets européens » de de Gaulle et Adenauer, confirmées par les récents entretiens franco-allemands de Paris, inquiètent de plus en plus les Américains et Soviétiques. Les dernières déclarations de Kennedy et de Khrouchtchev sont à ce propos suffisamment explicites : le premier redoute surtout la tournure que le Prince-président et le Chancelier entendent donner à « leur » Europe, le second le péril belliciste que constitue la politique franco-allemande.

Kennedy a exposé sa parade. Il a en fait repris une idée qu'il a déjà émise à plusieurs occasions : l'élaboration d'une alliance bilatérale Europe-Etats-Unis sur un pied d'égalité (« partnership »), une fois l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun acquise. Kennedy, partant de la constatation du « redressement économique » européen (au sens capitaliste s'entend) et ipso facto du danger que représente le Marché commun pour l'économie américaine, préconise donc une sorte d'O.T.A.N. économique, proposition non dépourvue en outre d'arrière-pensées politiques à l'égard des ultras de Paris et de Bonn.

Le même jour Khrouchtchev prenait la parole à Moscou devant le chancelier d'Autriche Gorbach venu réclamer « le feu vert » pour l'association de son pays au Marché commun. Ce feu vert du Kremlin est en effet indispensable aux

Autrichiens en vertu du traité de paix signé avec les Soviétiques et qui stipule que l'Autriche est « un Etat strictement neutre », et qu'elle ne peut adhérer à une quelconque union politique ou économique où figure l'Allemagne de l'Ouest.

Si Vienne s'associe (il ne faut pas confondre « association » et « adhésion » au Marché commun, Moscou fermera les yeux. Voilà qui prouve, au-delà de l'intransigeance verbale, le réalisme politique des dirigeants soviétiques.

Il semble donc se dégager, avec des mobiles bien entendu différents, un souci identique chez les deux « K » : neutraliser le Marché commun. Pour Kennedy, économiquement au moins par une alliance avec les Etats-Unis. Pour Khrouchtchev, politiquement par l'association de pays neutres. Tous se passe au fond comme si les deux Grands étaient d'accord pour éviter de rompre l'équilibre international à travers le regroupement inévitable de l'Europe.

On notera avec satisfaction que cette préoccupation coïncide avec les positions de notre parti qui a reconnu la réalité du Marché commun mais a conjointement préconisé son élargissement aux neutres afin d'ôter à cette institution l'allure de sainte alliance antisoviétique que de Gaulle et Adenauer s'emploient au contraire à renforcer au détriment de la paix internationale.

Georges Batelier.

Tirs de harcèlement au Palais-Bourbon

LA bataille de harcèlement se poursuit entre l'Elysée et le Parlement. Mais, sauf incident inattendu, elle demeurera pour l'instant ce qu'elle est depuis quelques mois.

Le gouvernement doit faire voter par le Parlement un « collectif », autrement dit une rallonge au budget de 1962. Il en profite pour faire passer avec quelques crédits sur lesquels tout le monde est d'accord (fonctionnaires, rapatriés, aide aux vieux) une partie des crédits affectés à l'usine de Pierrelatte, c'est-à-dire à la « force de frappe ». Du même coup, c'est toute la politique étrangère de de Gaulle, peu appréciée par la majorité des parlementaires, qui se trouve mise en cause.

Socialistes et indépendants ont annoncé qu'ils déposeraient une motion de censure. Logiquement, après le dernier vote, il y a quelques semaines, cette motion devrait être votée, le gouvernement renversé, l'Assemblée dissoute.

C'est bien justement ce qui fera la force du gouvernement. Les députés n'ont nulle envie de faire campagne électorale au cours de l'été. Et puis, les états-majors de la nouvelle opposition ont même moins envie d'abattre le gouvernement que de préparer leurs offensives d'automne ou d'hiver et, surtout, de prendre fonction pour des élections ultérieures.

Peut-être aussi sont-ils enfin conscients qu'ils ont tellement concouru avec de Gaulle à avilir le régime représentatif, que leur tardive révolte contre le pouvoir personnel a peu de chance de susciter l'indignation populaire.

De Gaulle le sait. Il en profite. Mollet, Pflimlin, Pinay ne pouvaient-ils vraiment le prévoir en mai 1958 ?

La bombe "H" : Une effrayante émulation

AINSI une fois de plus vient d'avoir lieu une expérience d'explosion nucléaire de grande puissance. Elle a été faite par les Américains au-dessus de l'île Johnston, dans le Pacifique.

Cette nouvelle expérience confirme malheureusement que depuis la fin du « moratoire atomique » de fait observé par accord tacite pendant plusieurs années par les Etats-Unis et l'Union soviétique, moratoire rompu à l'automne dernier par les explosions russes, nous sommes revenus à la course vers la plus grande puissance thermo-nucléaire.

Même si l'on admet comme certains savants que ces diverses expériences ne comportent dans l'immédiat aucun danger pour l'humanité il reste que cette regrettable émulation nous écarte d'un accord sur le désarmement et relance la menace d'une destruction totale. « L'équilibre de la terreur » est un équilibre fragile.

Le seul moyen d'interrompre cette redoutable course est la pression de l'opinion internationale, en particulier l'opinion des pays qui, fort heureusement, ne sont pas encore engagés dans l'accumulation de ces armes de destruction massive. Il faut à tout prix sortir du cycle infernal où l'humanité risque une fois de plus de s'enfermer.

BRÉSIL : un compromis qui sauve la façade

L'HABILETE proverbiale du président Goulart a, une fois de plus, permis de sauvegarder les apparences. Le professeur Brochado Da Roca a été investi par l'Assemblée, malgré un discours dans lequel sont définies les indispensables réformes de structures.

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes.

En réalité, nous assistons à un nouvel épisode de la lutte engagée entre ce que Quadros appelait les « forces obscures » et tout pouvoir qui envisage les transformations indispensables ; même les plus timides.

Goulart a pourtant essayé de reprendre le problème dans un tout autre style que son prédécesseur. Ayant accepté les transformations constitutionnelles et donné de solides garanties à la droite et à l'armée, il n'hésitera pas à faire un voyage à Washington pour s'entendre avec Kennedy.

Voyage triomphal, assurances obtenues, invitation de Kennedy à Rio de Janeiro, tout laissait espérer à



(Keystone)

Le président GOULART

Goulart que, son pouvoir consolidé, il pourrait envisager de pousser un peu plus loin les choses.

Il n'en a rien été. Nous assistons ici, et une fois encore, à l'échec de la politique « moyennée » qu'avant lui Frondizi a essayé d'appliquer en Argentine et que les Etats-Unis avaient formulée lors de la conférence de Punta Del Este.

Pendant ce temps, la situation n'a cessé de s'aggraver au Brésil. La pénurie alimentaire est devenue telle que des émeutes violentes se sont produites dans les faubourgs de la banlieue de Rio de Janeiro. Devant les menaces et les pressions de l'armée et de la droite, les syndicats déclenchent des grèves.

La presse travailliste brésilienne s'inquiétait, ces jours-ci, du saut dans l'inconnu que pouvait représenter la crise en cours si elle ne trouvait pas d'issue.

Nous avons le sentiment que le compromis qui s'élabore risque de maintenir pendant quelque temps une façade légale. Mais nous sommes loin de la solution.

Le billet de Jean Binot :

Chronique des Jours heureux

CETTE semaine-là, qui vit le couronnement d'un grand dessain, le chancelier ouest-allemand, ami personnel du monarque, fut visiter Rouen et Bordeaux avant que de se joindre à lui en la cathédrale de Reims.

La presse docile titrait sur toute la page que l'accord était complet entre les deux génies — qu'il restait seulement à réaliser ce qu'ils avaient ensemble résolu : certaine Europe à képi étoilé, à force de frappe bien de chez nous et nattes à la Gretchen.

Et pour que la joie du monarque fût à son comble, les messieurs du Palais-Bourbon livraient symboliquement à son bras de justice un retardataire nommé Bidault, ayant admis, selon la formule en usage, que la requête en autorisation de poursuite était « sérieuse et loyale ».

Sérieuse, on n'en peut douter.

Loyale — aussi loyale que M. de Gaulle est démocrate.

Le patronat lyonnais veut kidnapper l'enseignement technique

Le 4 avril, l'Association pour la formation et la promotion dans la métallurgie installait une école sous contrat. C'est la première réalisation patronale mettant en œuvre le programme offensif inclus dans la circulaire du 16 mai 1961 et le décret du 4 août de la même année. La circulaire prévoyait une collaboration entre les écoles professionnelles et l'Etat, ce dernier prenant en charge la formation générale et théorique.

Puis, récemment, Berliet fêtait le cinquantième de la fondation de son Ecole technique privée. A cette occasion, M. Paul Berliet a présenté au directeur général de l'Education nationale, M. Capelle, son projet d'Université industrielle à Vénissieux, laquelle serait créée, d'une part, à cause « des nécessités du progrès technique », d'autre part, à cause de la « défaillance de l'Université ».

Combien de Français moyens n'auraient vu dans l'initiative du patronat aucune malice, mais, au contraire, un souci louable de bien public ! Or, un seul exemple suffit à montrer le danger, une phrase extraite d'une brochure éditée par Berliet : « L'esprit de corps est à l'Ecole Berliet une réalité vivante, à telle enseigne que ceux qui n'y adhèrent pas volontairement s'isolent, puis s'éliminent d'eux-mêmes sans avoir subi une pression d'aucune sorte. »

Cet esprit maison que Berliet veut donner à ses élèves doit assurer pour ses promoteurs une intégration du travailleur à l'entreprise — le filtre du conformisme permettant de rejeter à l'extérieur, après les avoir isolés, tous ceux qui auront fait preuve d'un minimum d'esprit critique. Ce qui est recherché, ce n'est pas l'épanouissement de toutes les virtualités

de l'individu, mais le développement des virtualités qui favoriseront l'expansion de l'entreprise capitaliste.

Si nous n'y prenons garde, on nous préparera une société de type américain, d'hommes bien adaptés, incapables de remettre qui que ce soit en cause, mais bons producteurs et bons consommateurs (dans la mesure où ils en auront les moyens).

Les défenseurs de l'école publique commencent à saisir l'importance du problème et il en a été question récemment au Comité départemental d'action laïque. Mais ce n'est pas lorsque l'enseignement technique public ne comptera plus qu'un enfant contre dix dans les écoles privées qu'il faudra passer à l'action. Le moment est venu de trouver de nouveaux moyens de lutte.

La vérité sur notre Conseil national

On parle beaucoup de nous dans la presse quotidienne et hebdomadaire. La conspiration du silence, à laquelle on avait jadis recours, n'est décidément plus possible. Nous devons nous en réjouir en y voyant une manière d'hommage involontaire à notre croissance.

Pourquoi faut-il que différents échos — et pas seulement dans les journaux hostiles — aient multiplié par je ne sais quel coefficient les difficultés que nous rencontrons inévitablement sur notre route, tandis que les adversaires, qui se sont penchés sans la moindre tendresse sur notre berceau, puis sur nos premiers pas, ont colporté, à l'occasion de notre récent Conseil national, une impressionnante série de ragots, faisant plus honneur à leur imagination qu'à leur objectivité ?

Nous avons atteint une maturité suffisante pour ne redouter aucune discussion publique et notre Congrès national, qui se déroulera les 1^{er}, 2, 3 et 4 novembre, examinera au grand jour, en présence de la presse, amie, neutre et ennemie, nationale et internationale, tout à la fois nos progrès et nos insuffisances, nos succès et nos déceptions. Mon rapport moral ne cédera pas à la mode du jour et ne s'inspirera pas de « qui vous savez » pour s'abandonner aux illusoire délices de l'autosatisfaction.

Je n'ai aucune envie de dissimuler que le Conseil national des 30 juin et 1^{er} juillet m'a inspiré de nombreuses réflexions et quelques soucis. Ce n'est pas d'un cœur léger qu'on voit un camarade de la valeur intellectuelle et morale d'André Philip, dont le prestige a depuis longtemps franchi nos frontières, manifester l'intention de nous quitter (provisoirement, j'en suis convaincu), même si l'on est persuadé qu'il commet une injustice vis-à-vis d'un parti qui n'a jamais limité sa liberté d'expression. Lui répéterai-je ici que la motion qui, à titre indicatif, a obtenu le plus de voix, si elle est très différente de la sienne, ne ferme aucune possibilité de construction européenne ? C'est seulement dans le cadre de la petite Europe des Six qu'elle s'oppose à l'intégration politique. Elle réserve pleinement l'avenir en cas d'élargissement — souhaité — de l'Europe.

Il est vrai d'autre part que, répudiant avec autant de vigueur le dogmatisme que l'opportunisme, celui-là ayant trop souvent servi d'alibi à celui-ci, nous devons renoncer aux

fallacieux attraits de la logomachie, mettre sur pied des solutions précises et utiliser un langage concret et facilement accessible. Les mots, même ceux qui trouvent la plus séduisante résonance « révolutionnaire », ne constituent pas une fin en eux-mêmes. Ils doivent transmettre une pensée claire, dont le but n'est pas seulement d'interpréter le monde, mais aussi et surtout de le changer.

Peut-être nos débats ont-ils provoqué une inflation salivare et une surabondance d'amendements. Je ne me consolerais pas seulement en y voyant une sorte de rançon de notre démocratie intérieure, mille fois préférable au faux confort intellectuel qu'apporte l'autoritarisme bureaucratique, avoué ou honteux, de certaines organisations.

Diriger un parti, c'est s'efforcer d'améliorer ses méthodes de travail. Le Bureau national et moi-même en avons pleinement conscience et sommes décidés à agir en conséquence, en assumant toutes nos responsabilités. Où en sommes-nous donc ? L'histoire dira certainement que nous avons été à la pointe du combat contre l'injuste, absurde, et criminelle guerre d'Algérie, dont l'issue était certaine et aurait été infiniment plus favorable à nos deux peuples si elle avait été moins tardive. Il ne suffit point de nous rendre un vibrant hommage, comme le fait André Philip et de laisser croire que notre rôle sera désormais moins important, ou que nous sommes moins bien adaptés aux tâches grandioses et exaltantes qui vont être les nôtres. Il s'agit de la construction du socialisme, suivant la recette de Jaurès, plus actuelle que jamais : aller à l'idéal et comprendre le réel.

La nécessaire « reconversion » d'une activité, essentielle orientée jusqu'ici, contre la guerre, ne peut pas s'opérer sans quelques remous. Nous avons à résoudre des problèmes semblables à ceux des étudiants, dont les points de vue courageux et clairvoyants, ont si souvent coïncidé avec les nôtres : l'U.N.E.F. vient de subir des soubresauts. La jeunesse enthousiaste, qui a rejoint nos rangs pour lutter contre le colonialisme, doit bénéficier d'une éducation permanente afin d'être apte à creuser prochainement les fondations de la cité socialiste, puis d'en poser les premières pierres.

Il est juste de reconnaître que notre Conseil national — en dépit des insuffisances que j'ai signalées — y a déjà contribué. Son ordre du jour — a-t-on dit — était trop chargé. C'est exact. Nous l'avions prévu pour

trois jours les samedi, dimanche et lundi de la Pentecôte. Des préoccupations d'actualité brûlante ayant accaparé le P.S.U. tout entier, la sagesse a commandé de le retarder. Nous n'avons alors pu disposer que de deux jours, ce qui a comporté des inconvénients évidents. Des commissions se sont mises au travail. Des rapports ont été établis. Différents courants se sont dégagés entre lesquels des choix vont maintenant pouvoir s'opérer.

« Tout est difficile » aimait à répéter Jaurès.

L'interjection de Bracke en 1936 : « Enfin, les difficultés commencent ! » est passée dans l'histoire et dans la légende.

Nous pourrions, en dépit ou à cause de la fin de la guerre d'Algérie, en pousser une du même ordre.

Qu'on sache bien que nous abordons les difficultés actuelles, sans la moindre illusion, mais avec la volonté d'en triompher. Si nous avons besoin d'encouragements, nous les trouverions dans les émouvantes lettres d'adhésion que, même en cette période de vacances, nous apporte chaque courrier et dans les nombreux échos que rencontrent nos appels en faveur de notre future maison.

Si le P.S.U. n'existait pas, il y aurait en France un redoutable vide politique. En travaillant sans relâche au recrutement du P.S.U., à la formation de ses militants, à l'élaboration de son programme, nous avons conscience de rendre service à la démocratie française.

Edouard Depreux.

P.S. — Un certain nombre de camarades ont cru devoir adresser à la presse un communiqué « faisant toutes réserves sur les textes retenus par le Conseil national » et « prenant acte en tout cas que ces textes ont été adoptés seulement à titre indicatif et qu'ils restent soumis à la discussion des sections et fédérations.

Le Bureau national et moi-même avons trouvé ce procédé anormal et avons été surpris de lire au bas de ce document la signature de membres du C.P.N. qui :

1°) ont participé à l'élaboration et au vote des textes, et qui savaient parfaitement que l'ensemble des militants devraient exprimer leur libre choix en toute connaissance de cause ;

2°) qui ont approuvé l'ordre du jour du prochain congrès qui, statutairement, ne pourrait être modifié que par le congrès lui-même.

Rencontre à Rabat pour la recherche d'un compromis au sein du F.L.N.

QUI l'eût imaginé il y a quelques années, peut-être il y a quelques mois ?

Toute notre grande presse, qui tout récemment nous entretenait des divisions du F.L.N. et s'en réjouissait dans le fol espoir que la France pût en tirer quelque avantage pendant la négociation, la même grande presse s'émue aujourd'hui du conflit entre Ben Bella et Ben Khedda et fait des vœux pour qu'un compromis soit trouvé.

C'est un hommage — malheureusement tardif — à la justesse des appréciations que, depuis le début du conflit, nous n'avons cessé de porter avec tous les partisans de la négociation et de l'indépendance sur les dangers redoutables de la prolongation de la guerre. On découvre enfin que ni les Européens d'Algérie, ni la France, pas plus que les Algériens n'ont intérêt à voir le chaos s'installer en Algérie. La coopération, nécessaire tout à la fois à la reprise de la vie économique et à l'arrêt de l'exode

précipité des Européens, ne peut s'engager dans de bonnes conditions, si le F.L.N., la seule véritable force organisée et capable de prendre les choses en main, se trouve affaibli par de trop grands conflits internes. On s'en aperçoit enfin aujourd'hui du côté français. Il eût mieux valu s'en

apercevoir plus tôt, ne pas permettre les manœuvres tortueuses de de Gaulle qui ont retardé la négociation et surtout « casser » dès le début la dissidence des chefs militaires, qui a rendu possible le développement et les méfaits de l'O.A.S.

Ceci dit, où en est-on ?

Conflits de personnes, divergences de structures

A l'heure où nous mettons sous presse nous ignorons encore le résultat des conversations qui se déroulent depuis lundi à Rabat entre Ben Bella et deux émissaires du G.P.R.A. Cependant les pronostics sont généralement optimistes. Comme il est très vraisemblable que la rencontre n'a pas eu lieu sans quelques sondages préalables et sans l'intervention d'intermédiaires de bonne volonté, on peut supposer que le fait même que Ben Bella ait consenti à cette rencontre et à ces conversations est en lui-même un signe favorable.

Il va de soi que nous nous abstenons d'autant plus de porter le moindre jugement sur ce conflit que nous en ignorons les causes réelles. Comme tout le monde nous en sommes réduits aux hypothèses ou déductions que l'on peut faire à partir des déclarations des uns ou des autres. Conflits de personnes, divergences sur les structures du F.L.N. et sur sa « reconversion », sur le rôle du G.P.R.A. dans la phase présente, désaccord sur le rythme ou la nature des réformes à entreprendre, nous ne sommes pas en état de dire lequel de

ces éléments a compté le plus dans l'éclatement du conflit.

Celui-ci est surtout le fruit de nos propres erreurs. Pour avoir tardé à négocier et à consentir à l'indépendance, nous avons légué aux responsables nouveaux de l'Algérie une situation hérissée de difficultés et de nature par conséquent à amplifier les divergences. Quelle que soit la nature de celles-ci, une certitude demeure : l'union de ceux qui ont eu le mérite de conduire la lutte pour l'émancipation est dans la phase présente une nécessité absolue ; il est indispensable qu'elle soit maintenue, fût-ce au prix de compromis. L'Algérie doit d'abord mettre en place un minimum de structures. C'est ensuite seulement — et le plus tôt possible bien entendu — que les débats de fond pourront être abordés et tranchés.

P. L.

UN ESSAI DE SYNDICATISME AGRICOLE (C. N. J.)

DEUX organisations défrayent la chronique depuis quatre ou cinq ans : l'U.N.E.F. et le Centre National des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.). Parce que le monde paysan a toujours été ignoré des milieux citadins qui vivent sur un système de clichés plus ou moins dépassés, le C.N.J.A. a donné matière à grand nombre d'articles élogieux à l'excès ou, à l'inverse, exagérément critiques. Aujourd'hui, grâce à un diplôme inédit de Yves Tavernier, la genèse, l'organisation et les buts du C.N.J.A. ont été étudiés sérieusement. L'auteur a bien voulu nous communiquer son étude, qui sert de base à cet article. Nous souhaitons qu'il permette de dissiper un certain nombre de malentendus.

Historique du C.N.J.A.

Le syndicalisme « jeunes paysans » est un phénomène récent. Pendant l'occupation, l'unité paysanne est autoritairement constituée autour de la « corporation paysanne », c'est l'ère du « retour à la terre... » et des maquis.

Au lendemain de la Libération, naît la Confédération générale de l'Agriculture (C.G.A.) dont les promoteurs, Ph. Lamour et Tanguy-Prigent, souhaitent constituer un syndicat unique d'agriculteurs, à l'image de la C.G.T. alors dans toute sa puissance.

Nombreux avaient été les jeunes paysans à soutenir la résistance et à participer au combat contre le nazisme. Pour ces hommes, la lutte au coude à coude avec des ouvriers et des intellectuels, les discussions dans les longues veillées de la clandestinité, avaient permis de sortir de leur isolement ancestral et de confronter les problèmes de l'agriculture moderne avec le renouvellement des structures qui s'imposait. Aussi, tout naturellement, vont-ils adhérer à la C.G.A.

Un premier projet d'organisation est présenté au Congrès de la C.G.A. de mars 1946; il consiste en la création d'un « Cercle des jeunes de la C.G.A. » qui aurait non seulement pour objectif la défense de la jeunesse paysanne, mais encore l'organisation des loisirs et la formation. Ce projet se heurte à l'hostilité de principe de la Jeunesse Agricole Catholique (J.A.C.), qui se refuse à encourager la naissance d'un mouvement de jeunesse susceptible de devenir un concurrent dangereux. Aussi le projet n'est-il pas adopté par le Congrès.

Mais l'unité de la C.G.A. ne va pas résister à la dissolution du tripartisme et à la réaction politique des années 1950; peu à peu, la F.N.S.E.A., branche à vocation syndicale générale de la C.G.A., supplante la Confédération, avec des options et des dirigeants beaucoup plus à droite. Le « Cercle des Jeunes », dans un tel climat, ne peut guère se développer et, excepté l'organisation de voyages techniques à l'étranger, ne joue guère un rôle important. D'autant plus qu'il cherche à ne pas rompre avec la « Maison de l'Agriculture » du boulevard Saint-Germain, qui regroupe la Mutualité, la Coopération et le Crédit agricole « de gauche ».

La modification des structures de la C.G.A. impose d'ailleurs au cercle de choisir une nouvelle structure. Il opte pour une semi-autonomie à son Congrès d'avril 1954.

Il convient, d'autre part, de noter que, durant toute cette période, la J.A.C. manifeste une hostilité constante au Cercle, lui reprochant notamment d'outrepasser son champ d'activité en apparaissant comme un mouvement de jeunesse.

Des discussions s'ouvrent alors au sein du C.N.J.A. et avec certains éléments de la J.A.C. Il paraît souhaitable, en fin de compte, d'adopter un statut type syndical (loi de 1884). Le 6 mars 1956, au V^e Congrès de l'organisation, la modification des statuts est proposée et adoptée. Le Cercle donne « son adhésion en tant qu'organisation aux Fédérations départementales et à la F.N.S.E.A. ». « Ainsi, il devient un syndicat national disposant d'une pleine autonomie dans l'action, mais intégré dans la F.N.S.E.A. » (Tavernier.)

Le Cercle national des Jeunes Agriculteurs — qui deviendra le « Centre national des Jeunes Agriculteurs » en septembre 1961 — a trouvé une forme originale qui, tout en respectant l'aspect spécifique des problèmes des jeunes, s'intègre à l'action syndicale de la Fédération nationale des Exploitants.

Pourquoi une branche jeune du syndicalisme agricole ?

Les conflits de générations ne sont pas particuliers au monde agricole, mais ils revêtent dans la paysannerie un caractère spécifique.

Dans la famille traditionnelle rurale, le jeune n'est émancipé économiquement qu'à la mort du père. Jusqu'à celle-ci, il demeure un « aide familial » sans responsabilité, sans salaire, sans garantie d'aucune sorte. Dans le meilleur des cas, il sera consulté sur la marche de l'exploitation, mais le plus souvent il devra se plier aux décisions sans appel du *pater familias*.

Par ailleurs, le jeune est souvent plus instruit que ses parents; il s'intéresse au progrès technique; souvent il a voyagé et a connu d'autres expériences; il n'est donc pas surprenant qu'il étouffe dans une exploitation où la responsabilité technique lui échappe; il a soif aussi de responsabilité économique, de pouvoir mener sa vie familiale comme il l'entend. Or, au fur et à mesure que se développe cette légitime aspiration de la jeunesse rurale, les conditions d'établissement et de travail se détériorent.

A tous les niveaux apparaît donc un conflit de civilisation qui dresse les jeunes contre leurs aînés. Ce conflit ne pouvait que logiquement déboucher sur les plans politiques et syndicaux.

En effet, les jeunes font de moins en moins confiance aux notables traditionnels qui monopolisent les responsabilités syndicales ou professionnelles.

Enfin, les jeunes se séparent de leurs aînés sur l'appréciation du rôle de l'Etat. Pour « les notables », la tentation corporatiste demeure vive, même s'ils se tournent vers l'Etat pour obtenir des subventions; « que l'Etat paye, mais qu'il ne se mêle pas des affaires des agriculteurs ». La jeune génération, au contraire, considère l'Etat comme un interlocuteur auquel, en tant que citoyens, ils ne sont pas étrangers. Si une certaine méfiance demeure vis-à-vis de l'appareil gouvernemental, c'est justement parce qu'il est, en grande partie, aux mains des notables traditionnels.

En définitive, le jeune a trouvé sa place dans la Nation, il sait que, de plus en plus, le travail collectif l'emporte sur l'individualisme d'antan; il veut profiter, à égalité avec les autres groupes sociaux, des fruits du progrès technique et de la croissance économique. Ainsi il joue à plein la carte de l'expansion et de l'industrialisation.

Organisation et implantation du Centre

Jusqu'à l'Assemblée générale de fin septembre 1961, la structure du C.N.J.A. demeure assez floue.

A la base, on trouve le Cercle cantonal, dirigé par un bureau élu et se composant généralement de cinq administrateurs. Le travail s'effectue au sein des six commissions qui existent à tous les échelons de l'organisation.

Les cercles cantonaux sont fédérés dans un cercle départemental (C.D.J.A.) dont la direction est élue suivant des modalités diverses. Pour raison de commodité, le territoire a été divisé en régions, qui n'ont pas d'autonomie statutaire, mais qui servent de circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil d'administration du Centre. L'organisme souverain du Centre est l'Assemblée générale réunie en Congrès tous les deux ans; elle se compose de délégués des Centres

départementaux. Elle détermine les options et la ligne générale du mouvement. Dans l'intervalle des Congrès, l'application des décisions de l'Assemblée souveraine est confiée au Conseil d'administration.

Celui-ci comprend trente membres; il se réunit environ tous les deux mois et nomme en son sein un Bureau d'une dizaine de membres, qui est l'organe d'exécution de l'organisation. Le Conseil d'administration est assisté de six services techniques qui coordonnent et animent les activités des commissions cantonales.

Rappelons enfin les liens étroits qui unissent le C.N.J.A. à la F.N.S.E.A.: chaque membre des cercles cantonaux doit être adhérent à la Fédération départementale; à chaque échelon, des membres « jeunes » participent aux travaux et aux instances du syndicat adulte; c'est ainsi qu'au plan national, le Centre dispose de seize membres de droit au Congrès de la F.N.S.E.A., huit à son Conseil national, quatre au Conseil d'administration, un au bureau.

L'organisation primitive était donc assez peu structurée et devenait de plus en plus inadéquate au développement du mouvement; la dernière Assemblée générale s'est préoccupée d'améliorer la structure administrative; d'autre part, elle a institué le principe d'une carte d'adhérent et le paiement d'une cotisation, les ressources du Centre dépendant jusqu'alors du plus ou moins bon vouloir des organismes locaux.

L'absence d'adhésions formelles jusqu'à ce Congrès n'a pas permis de chiffrer exactement les membres du Centre; selon l'étude d'Yves Tavernier, il conviendrait d'estimer de 50 à 70.000 le nombre de jeunes qui participent régulièrement aux activités du Centre.

Que veut le C.N.J.A. ? Ses options et sa stratégie

Comment se répartissent ces « militants » ? L'Est arrive en tête, puis le nord du Bassin parisien (Oise, Aisne), les anciens fiefs de la J.A.C. dans l'Ouest, depuis 1957. En revanche, au sud de la Loire, la tradition « anticléricale » d'une paysannerie votant traditionnellement à gauche, a restreint l'essor des Centres départementaux. Néanmoins, les prises de positions récentes en faveur de réformes de structures ont été bien accueillies par les jeunes du Sud-Ouest. Enfin, dans six départements, il n'existait pas de cercles de jeunes par suite de conflits locaux.

Un signe de vitalité est donné par la diffusion, uniquement militante de « Jeunes Agriculteurs »; après dix ans d'existence, ce qui n'était à l'origine qu'un modeste bulletin est devenu un mensuel bien composé; depuis le début de 1962, le nombre de pages a augmenté et le contenu s'est enrichi. Il semble que l'organisation ait compris que le journal pouvait être un facteur de propagation très important, susceptible d'informer non seulement les jeunes ruraux, mais aussi d'intéresser les organisations non paysannes aux problèmes de l'agriculture moderne.

Enfin, le C.N.J.A. a contribué à créer l'« Institut de formation des cadres paysans » (dit I.F.O.C.A.P.) qui est aujourd'hui juridiquement autonome et est agréé par le ministère de l'Agriculture. Néanmoins (sous sa responsabilité de la Commission économiques propres cadres).

L'effort de formation des jeunes est donc incontestable.

Dès l'abord, il faut insister sur le fait, dénotant pour le mouvement ouvrier, que les options et les prises de positions des Jeunes Agriculteurs ne découlent pas d'une analyse globale du monde, mais ont été découvertes peu à peu au cours d'expériences au jour le jour.

Au départ, le programme du Cercle des jeunes n'est guère différent de celui des organisations adultes; il fait confiance essen-

SYNDICALISME AGRICULTEURS

A.)

tiellement à la politique des prix comme moyen efficace d'élever rapidement le niveau de vie des producteurs. Mais rapidement, les responsables perçoivent que les hausses de prix profitent essentiellement aux gros agriculteurs, alors que les petits et moyens exploitants ne recueillent que des miettes. Ils prennent conscience aussi de la spécificité des problèmes « jeunes » et notamment du problème foncier. 42,7 p. 100 des exploitants ont plus de cinquante-six ans et, faute d'une retraite décente, les vieux sont condamnés à exploiter leur bien jusqu'à leur mort; les jeunes sont donc littéralement privés de terre ou, par le jeu des héritages successifs, possesseurs de parcelles minuscules qui ne leur permettent pas de vivre. Il n'est pas question non plus d'acheter des terres, car le prix de l'hectare ne cesse de monter chaque année, et rares sont les jeunes qui disposent des capitaux nécessaires pour s'établir. A ce stade de leur analyse, ils comprennent que la propriété traditionnelle est un obstacle au progrès de l'agriculture et une cause du bas niveau de vie de la majorité des paysans. Peu enclins à des solutions étatistes, ils concluent de cette situation qu'il faut distinguer la propriété d'exploitation, qui est en fait l'outil de travail du paysan, le fond qu'il fait fructifier par son travail et son savoir, de la propriété foncière. De cette distinction, il ressort que les jeunes générations ne sont plus obsédées par l'idée d'acquérir de la terre à tout prix (même en se ruinant), mais qu'ils s'attachent à définir les conditions d'une exploitation viable, quel que soit, par ailleurs, le mode de propriété de la terre: possession, fermage ou métayage. Mieux, même, les jeunes se rendent compte que, bien souvent, des fermiers de l'Ouest vivent mieux que des petits propriétaires du Centre.

Cette analyse, encore une fois absolument pragmatique, ne pouvait que conduire à préconiser des formes d'agriculture de groupe et à mettre l'accent au premier chef sur les problèmes de structures. Incontestablement, c'est à la suite des pressions des jeunes que sont nés les projets de Société d'Aménagement Foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.) qui ont rencontré au début l'hostilité aussi bien des leaders syndicaux que du ministère de l'Agriculture.

Les jeunes ont compris ensuite que la politique de prix et de subventions profitait presque exclusivement aux gros exploitants (Brie, Beauce, betteraves du Nord). Sans pour autant renoncer à ce mécanisme, ils se sont battus pour obtenir en priorité une véritable organisation des marchés. En ce domaine encore, l'expérience leur a montré que certaines féodalités faisaient échouer toutes les réformes et qu'il convenait par conséquent de commercialiser par eux-mêmes leurs produits, de là, l'idée des « Comités de producteurs » et le développement rapide des S.I.C.A.

Une solution coopérative des problèmes fonciers et commerciaux n'est pas suffisante, il faut aussi former des hommes, d'où l'importance de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles, de « l'appréhension » des techniques comptables et de gestion.

C'est en fonction de la réalisation la plus rapide possible de ce programme que le C.N.J.A. a déterminé sa stratégie. Il n'entretient de bons rapports avec les autres organisations professionnelles que dans la mesure où elles acceptent de prendre en charge le programme du C.N.J.A. Ce qui explique que les relations des jeunes avec les Chambres d'Agriculture soient souvent tendues et qu'il en a été de même fort longtemps, sinon avec la F.N.S.E.A., du moins avec bon nombre de ses fédérations départementales. Avec la Confédération nationale de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit agricoles, les rapports sont cordiaux, mais le Centre souhaiterait que la C.N.M.C.C.A. fasse une plus large place aux jeunes.

Au cours de l'année 1961, les thèses soutenues par les jeunes ont fait de grands progrès dans les organisations aînées, en particulier à la F.N.S.E.A. où le rapport sur l'aménagement des structures a été exposé par M. Debatisse, secrétaire général du Centre.

Cette représentativité accrue du C.N.J.A. est due cependant en grande partie au rôle qu'elle a joué comme interlocuteur des pouvoirs publics.

Le C.N.J.A. et la V^e République

L'analyse des positions du Centre pourrait faire croire que celui-ci se range naturellement dans le camp de l'opposition. Or, il n'en est rien. Bien sûr, le C.N.J.A. n'a pas manqué à chaque crise (13 mai, Barricades, Putsch d'avril) de rappeler sa fidélité à la « légalité républicaine » et « son attachement à la démocratie ». Il serait erroné de croire pourtant que la guerre d'Algérie a pesé d'un grand poids dans les décisions du Centre. Le C.N.J.A. s'est cantonné volontairement dans une stricte défense corporatiste, ce mot devant être entendu au sens large.

Face au pouvoir gaulliste, les dirigeants du C.N.J.A. ont choisi une attitude qu'ils estiment « réaliste ». Le gouvernement, soit manœuvre de division de sa part, soit reconnaissance du poids sans cesse accru des jeunes, en a fait son interlocuteur préféré. C'est ainsi que le Centre s'est trouvé représenté dans un grand nombre de Commissions officielles, et notamment dans les commissions du Plan.

Comment les responsables nationaux justifient-ils cette attitude? Quelques dirigeants reconnaissent éprouver la tentation de s'entendre directement avec de hauts fonctionnaires, conscients eux aussi de la mue que subit actuellement l'Agriculture française. D'autre part, un pouvoir relativement « fort » leur paraît plus à même de « faire passer » des réformes que le régime parlementaire dont ils ont éprouvé maintes fois l'incompétence et la démagogie (il est bien certain que la III^e (1) ou la IV^e n'ont jamais voulu résoudre les problèmes en profondeur). D'une certaine manière, donc, le C.N.J.A. s'est laissé prendre au mythe du pouvoir fort et au renouveau gaulliste.

Néanmoins, la plupart des dirigeants actuels de l'organisation mettent fortement en doute la volonté gouvernementale de mettre en œuvre les réformes arrachées par les grands mouvements de 1960 et 1961. Enfin, ils sont persuadés que le gaullisme est un régime transitoire et qu'il faut lui laisser le soin de mener à bien certaines opérations délicates. Cependant que les forces démocratiques prépareront l'alternative démocratique qui permettra d'aller plus loin.

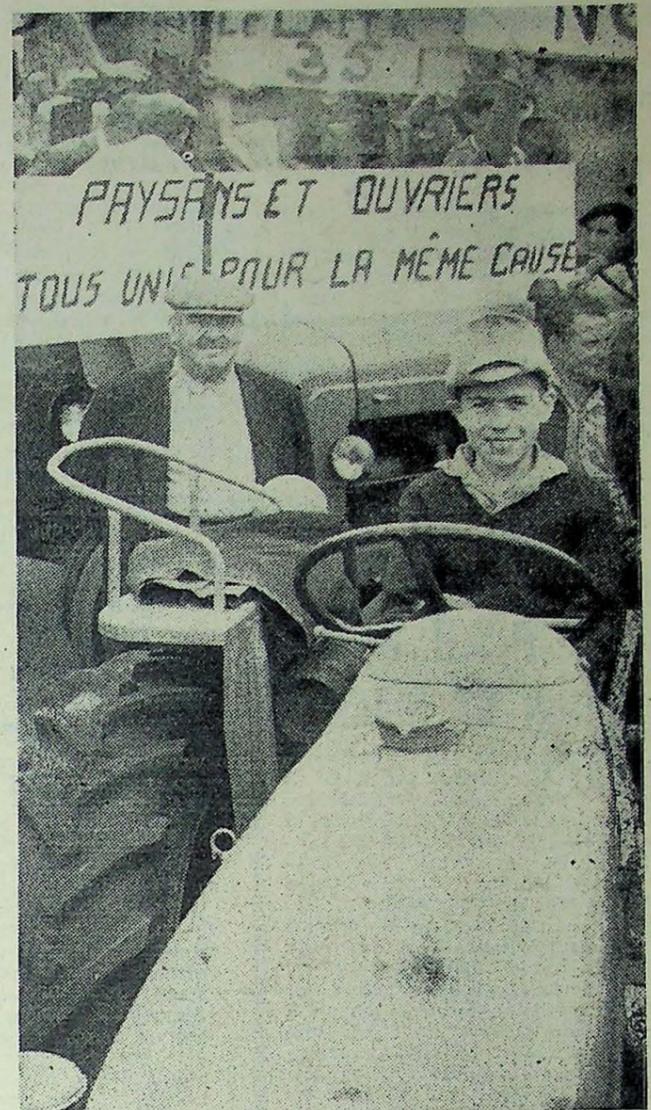
Ce n'est pas le lieu, dans cet article essentiellement descriptif, de discuter le bien-fondé de ces thèses. De toute façon, il est assuré que les responsables du C.N.J.A. percevront par expérience les limites du régime et son nécessaire remplacement. L'essentiel nous paraît d'ailleurs que les jeunes prennent conscience que les structures bloquent totalement l'avenir d'une agriculture de groupe moderne.

Le C.N.J.A. et le socialisme démocratique

Au terme de cette analyse, il faut nous demander ce que représente véritablement le syndicalisme agricole jeune. Pour la droite et les éléments traditionnels de l'agriculture, les jeunes sont des « rouges », des « partageux » qui mèneront tout droit l'agriculture au collectivisme kholkhosien. Au contraire, le mouvement ouvrier est souvent dérouteré par le style et par la tragédie du C.N.J.A. Il faut reconnaître que la gauche a parfois été étonnée de la collaboration du Centre avec les représentants du régime et de certaines prises de position insuffisamment critiques.

En réalité, il y a du vrai dans ces deux attitudes. Le C.N.J.A., à l'inverse des syndicats ouvriers, ne peut pas s'appuyer sur une tradition, forgée par une lutte séculaire.

La tradition du mouvement paysan est justement ce à quoi il s'oppose, car cette tradition est nourrie de méfiance envers l'Etat, elle fait confiance aux solutions corporatis-



(Elie Kagan).

Les jeunes agriculteurs veulent sortir de l'isolement du corporatisme.

tes, elle est malthusienne et s'appuie sur les notables ruraux.

Il faut ajouter aussi que les responsables jeunes paysans se méfient terriblement du dogmatisme et des systèmes pré-établis, c'est pourquoi ils ont toujours refusé de se reconnaître « socialistes » car ils ne voient aucun contenu concret derrière ce vocable. Cette différence de méthode et de vocabulaire entre syndicalisme paysan et mouvement ouvrier est sans doute un obstacle qui a déjà causé beaucoup de malentendus.

La gauche ne comprendra sans doute rien au phénomène « Jeunes syndicalistes paysans » si elle les juge en fonction de ses propres schémas; il n'en demeure pas moins qu'elle ne doit pas se départir vis-à-vis du C.N.J.A. d'une attitude de collaboration confiante, mais critique car les partis et les syndicats ouvriers possèdent de leur côté une expérience séculaire du pouvoir qui leur permet d'éviter bien des pièges.

Pour terminer, il convient d'examiner si le Centre national est réellement une organisation « cléricale », comme on lui en fait parfois le reproche. Sans doute la majorité de ses dirigeants actuels provient-elle de la J.A.C., mais la J.A.C. est pratiquement le seul mouvement de jeunesse dynamique dans les campagnes, en tout cas, celui qui a contribué à former le plus de militants aptes à réfléchir sur leur profession. Un fait capital paraît être qu'actuellement la J.A.C. et le C.N.J.A. entretiennent des rapports dépourvus d'aménité, les catholiques reprochant toujours au Centre d'être un mouvement de jeunesse parallèle. Une affaire symptomatique montre le divorce entre les organisations: lorsque la J.A.C., partie présente de l'I.F.O.C.A.P., a voulu introduire un aumônier à son Conseil d'administration, les jeunes agriculteurs s'y sont opposés et ont obtenu gain de cause (2). Enfin la prise de position du C.N.J.A. sur le problème scolaire a été dépourvue de toute l'ambiguïté. Il soutient le principe d'une école nationale cogérée par les utilisateurs: l'Etat et le corps enseignant (Cette thèse rejoint celle de l'U.N.E.F.)

Nous espérons avoir donné dans cet article une vue aussi fidèle que possible du Centre national des jeunes agriculteurs. Nous souhaitons maintenant que le dialogue soit intensifié entre les jeunes agriculteurs et le P.S.U. aussi bien à la base qu'au sommet. La discussion du projet de loi-cadre Pisani, l'échéance et les problèmes du Marché commun, la discussion du programme agricole que le P.S.U. met au point sont autant d'occasions d'ouvrir un franc dialogue.

J.-C. Barigel.

(1) Une réserve doit être exprimée cependant: en 1936, a été créé l'office du blé.

(2) Il faut rappeler ici que le renouveau du C.N.J.A. coïncide avec la crise des mouvements de jeunesse catholiques (A.C.J.F. en 1954, J.E.C. en 1956). Depuis la hiérarchie a repris en main les mouvements et leurs prises de position se font de plus en plus rares. Depuis peu, par ailleurs, la J.A.C. est devenue un mouvement « rural » ce qui montre qu'elle se refuse à considérer la paysannerie en tant que classe.

Prenez des contacts PSU pendant vos vacances

Nous avons publié dans notre dernier numéro (7 juillet) un vœu de la section de Bandol (Var) demandant que les militants de passage dans la région à l'occasion des vacances prennent contact avec les organismes locaux du P.S.U. Cet appel a déjà été entendu par plusieurs camarades.

Reprenant à notre compte, pour l'ensemble du parti, le vœu de la section de Bandol, nous demandons à tous nos camarades de mettre à profit leurs déplacements de vacances pour multiplier ce genre de contacts. Ceci vaut, bien entendu, pour ceux qui se rendent à l'étranger.

LE P.S.U. DOIT AVOIR SA MAISON

De nombreux amis ont souscrit des parts de la Société civile immobilière en formation (en s'adressant à Jacques Bueno, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin, Seine - C.C.P. Paris 1752-01; chaque part est de 50 NF), nous ont envoyé des adresses de sympathisants, dont beaucoup ont déjà été touchés utilement.

Des listes de souscription ont été diffusées, ce qui a permis à des travailleurs dont les ressources sont modestes de se cotiser pour prendre une ou plusieurs parts. Des fédérations, des sections du P.S.U. ont souscrit. Des journaux les ont imités. Mais il reste un gros effort à accomplir et les vacances ne doivent pas l'interrompre. Des occasions se présentent à nous. Pour que nous puissions acquiescir notre maison, il faut que nous disposions d'une somme importante et que nous ayons la certitude d'obtenir le reste. Merci à tous et en avant pour notre maison.

Edouard Depreux.

Manifestation anti-O.A.S. à Ajaccio

Samedi 30 juin, à 24 heures, notre camarade Blaisse, secrétaire adjoint de la section P.S.U. et secrétaire

C.G.T. de l'E.D.F., a été victime d'un plasticage à son domicile.

Une petite charge de plastic, placée à l'entrée de son appartement, a fait sauter la porte et les vitres. Une femme qui descendait juste à ce moment-là a été légèrement blessée, mais la famille Blaisse est indemne.

Lundi 2 juillet, à 18 h. 30, manifestation devant l'immeuble de l'E.D.F., organisée par la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le S.G.E.N., le P.C.F. et le P.S.U.

Cinq orateurs prirent la parole, dont Murati, secrétaire de la section P.S.U. d'Ajaccio.

Puis les manifestants se sont rendus devant la préfecture en chantant la Marseillaise et en criant « O.A.S. assassins ». Heurt léger avec quelques contre-manifestants, jeunes de moins de dix-huit ans.

S.F.I.O. et F.O. ont, comme toujours, brillé par leur absence.

A l'adresse des Secrétaires de Sections

Paris - province

La sous-commission Spectacles demande à tous les secrétaires de section de bien vouloir lui communiquer les noms et adresses de tous les camarades travailleurs du spectacle : artistes, musiciens, comédiens, danseurs, peintres, cinéastes, auteurs, compositeurs, etc., inscrits dans leur section. Ces noms et adresses devront être communiqués à Yvonne-Pierre, « L'Etoile », rue du Docteur-Pigeonne, La Faute-sur-Mer (Vendée). A partir du 20 septembre, à Yvonne-Pierre, 15, rue de Jussieu, Paris (5^e).

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.)

Avant Helsinki

Dans le cadre de la préparation au Festival mondial de la Jeunesse de Helsinki, les étudiants du Parti Socialiste Unifié organisent un débat sur le thème : « Les problèmes d'une planification démocratique ».

Pierre Belleville et Serge Mallet animeront la séance et répondront à vos questions le vendredi 20 juillet, à partir de 14 heures.

54, boulevard Garibaldi (métro : Ségur). Cette réunion est ouverte à tous les sympathisants.

Perspectives socialistes

Revue mensuelle de recherches socialistes

Au sommaire du numéro 50 (mai 1962) :

Mondes et courants en évolution (François Furet, André Philip, Paul Thibaut...)

Le radicalisme et les radicaux (par Jean-François Kesler).

Le syndicalisme (deux numéros).

Parmi les numéros précédents : La Sécurité sociale. Planification socialisme et démocratie (deux numéros). Jeunesse d'aujourd'hui (deux numéros). Du Front populaire au Front socialiste, etc.

Numéros en préparation : Les cadres, les paysans, les femmes, etc. 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e).

PRIX DU NUMERO : 1,50 NF
Abonnements : Six mois : 8 NF
Un an : 15 NF

Rédaction et Administration : 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. « Perspectives socialistes », 9851-41 Paris.

Pour l'enfance inadaptée

L'ampleur de ce problème (1 million 500.000 inadaptés), le manque d'études et d'options politiques précises nous montrent la nécessité de la création d'une commission nationale d'étude au sein du P.S.U. afin de coordonner l'action de nos militants et la définition de notre programme de transition pour ce secteur.

Déjà notre appel paru dans le n° 108 de T.S. a suscité de nombreuses réponses venues de tous les milieux (C.G.T., C.F.T.C., S.N.A.P.E.E.I., A.N.S.E.I.D., etc.).

La commission nationale sera réunie au mois de septembre, un secrétariat provisoire recueille vos noms. Ecrivez-nous si vous êtes intéressés par les travaux de la commission auxquels vous participerez.

Ecrire Tribune Socialiste, 8, rue Henner, qui transmettra.

NECROLOGIE

Le camarade Vrot, secrétaire adjoint du Bureau fédéral, vient d'avoir la douleur de perdre sa femme âgée seulement de 45 ans. Le secrétaire fédéral Le Coadic et Mme Le Coadic représentaient la Fédération aux obsèques civiles qui ont eu lieu à Plemet (C.-du-N.) le samedi 30 juin.

A notre camarade Vrot et à ses enfants nous adressons nos sincères condoléances et l'assurance de notre affectueuse sympathie.

PETITES ANNONCES

Famille médecin-enseignante hébergerait mois d'août deux camarades (15 NF par jour tout compris) ou enfants (12 NF) à Bagutz (Espagne), bord Méditerranée.

Ecrire : Hélène Bougenin, Mont-Saint-Aignan, Gallieni (Seine-Maritime).

Jeune institutrice, sympathisante du P.S.U., abonnée à Tribune socialiste aimerait séjourner à Paris du 8 au 28 juillet. Travaillerait bénévolement à la demi-journée (travail de bureau) et en échange être logée pour une somme modique, même sans lit (possède un sac de couchage et un matelas pneu.). Le journal transmettra.

URGENT. Camarade étudiant cherche chambre pour la rentrée (septembre) de préférence près du Quartier latin.

S'adresser à la rédaction du journal qui transmettra.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration :

54, boulevard Garibaldi Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi Paris-15^e.

Vous qui partez en voyage...

Par le train, en voiture, en avion ou en bateau, qu'il s'agisse de croisière, de cure thermale, de camping, de séjour à l'hôtel ou en villa, tout voyage, en France ou à l'étranger, pose mille problèmes auxquels on pense souvent trop tard. « SAVOIR VOYAGER » pense à tout pour vous. Gisèle d'Assailly vous y enseigne, avec beaucoup d'humour, tout ce qu'il faut savoir pour effectuer dans les meilleures conditions possible le voyage — économique ou luxueux — que vous projetez. Toute la presse vous conseille de l'emporter avec vous.

« Un livre qui vous donne dix, cent, mille renseignements, conseils, petits trucs plus utiles et plus amusants les uns que les autres, (Figaro) - « l'ayant lu et relu on a envie de faire sa valise et de courir vers l'aventure » (Journal du Dimanche) — « L'art de vivre en voyage esquissé avec finesse et délicatesse... (Ici Paris) — « Véritable manuel pratique de l'art de voyager. (Revue du Touring Club).

Et quand on songe aux sommes qu'on dépense inutilement au cours d'un voyage mal organisé, l'achat de ce vade-mecum du tourisme, amusant, abondamment illustré, élégamment relié, et qui ne coûte pourtant que 14 NF 85, représente, en même temps qu'une assurance contre toutes les déceptions, la source d'innombrables économies.

Mais hâtez-vous — car l'édition actuelle est près de s'épuiser — de commander cet ouvrage à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, qui vous l'adressera immédiatement franco de port et d'emballage.



BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE (Serv. T.S.), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e

Veillez m'adresser franco SAVOIR VOYAGER
Je vous adresse ci-joint 14,85 NF par chèque bancaire chèque postal à votre C.C.P. Paris 13905.31 mandat.

Nom Profession

Adresse

Pour la France métropolitaine seulement. Hors métropole, l'expédition sera faite contre remboursement des frais de port

VOUS POUVEZ AIDER LE P.S.U. à trouver les locaux qui lui sont indispensables

Pour permettre à ses organismes de travailler dans de bonnes conditions
Pour développer ses moyens d'organisation

PARTICIPEZ A L'OPERATION "LA MAISON DU P.S.U."

(Découpez et adressez ce bulletin au P.S.U., 8, rue Henner, PARIS-9^e)
Veillez me faire savoir comment je peux participer à l'opération « LA MAISON DU P.S.U. »

Nom
Adresse



Conflit aux usines de La Mure

Un nouveau Decazeville?

NOUS avons rapidement analysé, la semaine dernière, le mouvement revendicatif des usines métallurgiques de Fives-Lille-Call. Nous poursuivons aujourd'hui en étudiant un autre mouvement qui s'est déroulé dans l'Isère.

Les Houillères du Dauphiné ont leur siège d'exploitation à La Mure. Ce n'est pas une mine très importante : 2.500 personnes en tout en 1961, une production de 10 p. 100 du total national. Ces houillères sont le seul bassin dont, d'après le plan charbonnier, la production doit augmenter d'ici à 1965. Il produit de l'antracite de bonne qualité.

Sont-elles déficitaires ? Les Charbonnages de France disent oui, d'après les bases de calcul qu'il faudrait pouvoir discuter en détail. Mais l'augmentation de la production, grâce à de nouveaux investissements, grâce surtout aux efforts considérables que l'on a demandés aux mineurs de fond comme aux travailleurs des ateliers, doit permettre (la direction l'affirmait il y a trois mois) d'atteindre rapidement l'équilibre.

Bien entendu, cela ne va pas sans diminution de personnel. La mine emploie mille personnes de moins qu'en 1948. L'activité des houillères animait et anime encore toute la région de La Mure. Pas d'autres industries, rien pour la reconversion, rien pour les fils de mineurs que la mine n'embauche pas, rien, bien entendu, pour les jeunes filles et les femmes. La municipalité de La Mure ne s'est jamais occupée de la question. Le président du conseil d'administration des Houillères, d'autre part président du Comité d'aménagement de la région Rhône-Alpes, a fait des efforts que la municipalité n'a pas secondés et qui n'ont pas abouti.

On ne s'inquiétait pas trop de tout cela, quand la grève de Decazeville vint souffler la panique : la mine de La Mure n'allait-elle pas être condamnée comme celle de Decazeville ? Depuis décembre, les mineurs vivent dans l'inquiétude.

C'est alors qu'a éclaté l'affaire des vingt-cinq minutes de casse-croûte. Les Charbonnages de France se sont aperçus que les ouvriers de La Mure bénéficiaient d'une pause de vingt-cinq minutes pour le casse-croûte, compris dans les horaires. Or, si le statut des mineurs accorde cet avantage aux mineurs de fond, il ne le prévoit pas pour les ouvriers de jour. Ordre fut donné à la direction des houillères du bassin de mettre fin à cette scandaleuse anarchie. La direction finit par exécuter l'ordre. Mais les ouvriers, appuyés par leurs camarades du fond, considéraient les vingt-cinq minutes comme un avantage acquis. Ils virent dans cette mesure soudaine, prise sur ordre de Paris, la première d'une série qui conduirait peut-être à la liquidation. Au début de juin, ils engagèrent la bataille : débrayages, grèves perlées...

Lutter contre les directions anonymes

Le jeudi 28 juin, une manifestation pacifique s'est déroulée devant le siège des Houillères. Curieusement informées, la presse et la radio donnent une version des faits considérablement grossie ; puis les C.R.S. firent leur apparition : tout cela a contribué à exaspérer davantage les travailleurs. Deux jours plus tard, comme le conseil d'administration se réunissait à Grenoble, nouvelle manifestation, dans cette ville cette fois, heurts avec les C.R.S.

Le prétexte des vingt-cinq minutes de casse-croûte est maintenant dépassé. Une crise plus grave s'annonce. Un nouveau Decazeville est à craindre.

Les Charbonnages de France se mouvent, au fond, de ce bassin qui fournit 10 p. 100 de leur production.

Les Charbonnages de France, la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'Etat prennent des décisions centrales qui tiennent compte seulement de données globales, qui négligent les intérêts des travailleurs, mais aussi ceux des régions. Cette recherche du profit, baptisée pudiquement recherche de la rentabilité, aboutit dans le domaine industriel à une politique de terre brûlée.

Les féodalités d'Etat ne sont pas, en l'occurrence, moins irresponsables ni plus soucieuses de l'intérêt général que les féodalités privées.

Secteur public et secteur privé mènent donc une lutte parallèle pour qu'aux directions centralisées et anonymes soient opposés les intérêts des travailleurs de ces régions.

Mais cette lutte ne peut pas être seulement défensive.

Le conflit de La Mure s'est engagé à propos d'une question secondaire. Mais celle-ci recouvre une inquiétude profonde sur l'avenir du bassin. Dans les meilleures conditions, le sort de celui-ci restera instable. Même si l'on sort de l'impasse actuelle, il faudra que les salariés posent le problème de l'avenir de leur région.

Il faut réunir les bonnes volontés quelles qu'elles soient et obliger les partis, la municipalité, les Pouvoirs publics à prendre parti sur les propositions. Les syndicats doivent sortir de l'usine pour défendre la région et organiser la reconversion tant que la mine dure et permet de prévoir.

A Lille aussi, dont nous parlions la semaine dernière, le problème dépasse l'usine. Le Nord et spécialement la région lilloise ont besoin d'industries nouvelles, d'écoles pour former les techniciens de ces industries. Au lieu de s'orienter dans cette direction préconisée par tous, y compris les éléments les plus conscients du patronat et de l'administration, on supprime petit à petit les entreprises pilotes de la région.

Les travailleurs de Fives demandent que l'aide de l'Etat, les crédits des banques nationalisées soient consentis à ces entreprises. Ils ont raison, mais il faut aller plus loin.

Les paysans, en obtenant la création des S.A.F.E.R. (sociétés d'aménagement foncier), cherchent à empêcher que le capital foncier nécessaire à l'agriculture puisse être détourné de son emploi. Pourquoi cela ne serait-il pas vrai en matière industrielle ? Pourquoi ne pas demander la transformation en entreprises d'économie mixte des usines dont l'intérêt est vital pour une région.

Il est nécessaire que les méthodes de lutte sortent de la routine, que le souci de mettre en avant un parti ou un syndicat soit oublié au profit d'une unité d'action dont les objectifs et les moyens doivent être discutés entre les syndicats d'abord, entre les syndicats et leurs alliés possibles ensuite.

Pierre Belleville.

Marseille

Ville d'accueil pour les repliés



Bâteaux ou avions : on affiche toujours complet au départ d'Algérie

Le « climat » n'est pas bon à Marseille. C'est là que débarque le plus grand nombre des réfugiés d'Algérie. Sur 100.000 installés dans la région marseillaise, 200 seulement auraient trouvé un emploi.

L'extrême-droite flaire le parti qu'elle peut tirer de cette situation. Tixier-Vignancour, Poujade et autres se préparent à organiser les réfugiés et rêvent de les utiliser pour « secouer la torpeur du peuple français ».

Un immense effort s'impose pour la

réadaptation matérielle et morale des rapatriés.

Le IV^e Plan, qui prévoyait seulement 100.000 réfugiés, devra être rémanié. Le budget aussi.

Le P.S.U. réclame que des mesures de reclassement soient rapidement prises et que, d'autre part, toute la gauche dénonce les manœuvres de l'extrême-droite et montre aux « pieds noirs » qu'ils sont victimes des illusions entretenues par les derniers gouvernements de la IV^e République et par de Gaulle.

L'U.N.E.F. RECONVERTIE

TOUS les journaux, pendant trois jours, ont parlé de crise à l'U.N.

E.F. Le bureau Le Meilleur avait, en effet, remis et maintenu sa démission à l'assemblée générale des 4 et 5 juillet. Quand J.-C. Roure et le nouveau bureau, dans lequel entrent trois nouveaux membres, quitta la rue de la Sorbonne pour la rue Soufflot vendredi 6 juillet, à 9 heures, la plupart des Associations générales avaient compris que leur langage était commun et que la confusion avait été portée à son comble à Reims et depuis Pâques en masquant les désaccords fondamentaux à travers des questions de personne.

Au congrès, le zèle de certains « minoritaires » pour gauchir ces positions du mouvement amena à la conclusion publique que le syndicalisme étudiant s'accordait un an de réflexion. Expression vague qui inquiéta, par exemple, beaucoup de nos camarades craignant de voir le problème de l'unité — et de la F.N.E.F. rivale — prendre le dessus sur l'action revendicative et la réflexion proprement dite. D'autant que les motifs de cet arrêt recoupaient aussi la crise commune de tous ces mouvements ayant pris une part prépondérante à la lutte contre la guerre d'Algérie, et leur problème commun : la reconversion.

En ce début de juillet, la cristallisation intervint sur la politique logement du mouvement telle que le vice-président intérieur Duthell la mettait en pratique. Homme dynamique, Duthell ne s'embarassait pas de précautions de langage et il ne put, pas plus qu'à Reims, expliquer à la commission intérieure la stratégie syndicale de son action, car une partie de la « minorité » le suspectait de « technocratie progouvernementale » en même temps que d'indiscipline, car il refusait un bureau d'étude échappant

au contrôle de la démocratie syndicale. La démission collective du bureau devenait nécessaire pour permettre une explication au fond.

Elle vint après l'exposé de Duthell ; dès lors la politique logement de l'U.N.E.F. fut adoptée, sauf par les tenants de « la courroie de transmission », avec quelques réserves de la part de certains anciens « majos » apolitiques et l'hostilité plus surprenante du président de l'A.G.E. de Grenoble.

Les questions de personnes sont donc dépassées. Il restait à refaire un bureau de l'U.N.E.F. autour de Jean-Claude Roure, « minoritaire » de Montpellier, pied-noir devenu vice-président universitaire à Reims, alors qu'il était président de l'Office des Lettres.

C'est dans une ambiance de discussion ouverte devant l'opposition elle-même que la plupart des membres furent de nouveau candidats, les départs de Le Meilleur et Duthell amenant Ragolski, des E.N.S., et Béanger, de Sciences Po, et celui de Daloz, l'entrée de Delaville, de la Fédération Université Santé. Le dialogue surtout était rétabli entre ce bureau et les A.G.E., puisque Roure obtint 7 voix sur 8.

La « crise » n'était qu'un besoin de clarification et cette clarification doit se poursuivre pour l'assemblée générale extraordinaire convoquée à la mi-septembre. D'ici là, le bureau et les A.G.E. doivent dégager une plate-forme d'action revendicative à lancer pour la rentrée universitaire. Cette plate-forme sera la première action de l'U.N.E.F. reconvertie. Son contenu marquera la nature même des grandes options syndicales du mouvement étudiant tandis que sa présentation devra se faire dans un langage apte à être compris dans la

masse des étudiants et par des méthodes qui sensibilisent nettement la base.

Le contenu donc ne devra pas être « décalé », d'où la nécessité pour obtenir la sensibilisation sur cette plate-forme d'un langage nouveau et d'une pédagogie adaptée à la mentalité des plus jeunes générations étudiantes. La solution du problème de l'unité est derrière la réussite ou l'échec de ce programme, d'autant plus que la F.N.E.F. est désormais dirigée par les fascistes et que, en conséquence, c'est par la base que le syndicalisme peut seulement exister.

C'est pourquoi cette insertion des dirigeants dans le monde étudiant, et de celui-ci dans la Cité font poser en premier terme de la plate-forme et comme un problème politique la réforme de l'enseignement et de son caractère de service national — puis vient le niveau de vie de l'étudiant, c'est-à-dire l'aspect économique de son insertion dans la société : logement, bourses, présalaire, tandis que les problèmes urgents sont également à poser en termes concrets : la coopération technique avec l'Algérie indépendante, la situation matérielle de l'Education nationale et, en particulier, l'anarchie de l'enseignement technique.

L'important est que l'U.N.E.F. soit parmi les premiers à réussir sa reconversion. Le Front Socialiste, par exemple, est à ce prix.

Pierre Viaud.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

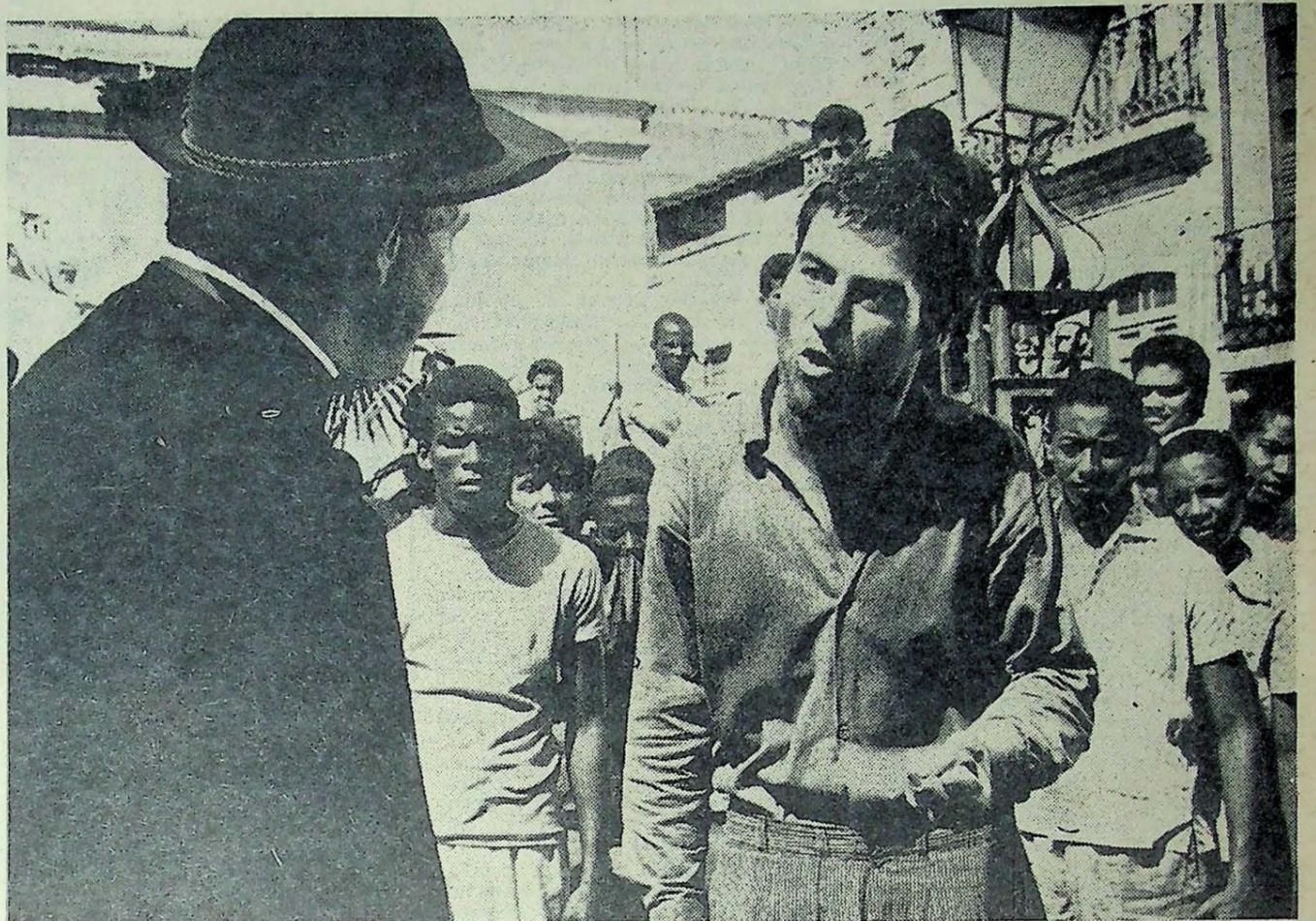
Cinéma :

L'Amour à vingt ans

SOUS ce titre raccrocheur, et sous la « garantie » nouvelle vague, voilà encore un des plus tristes films à sketches qui nous aient été donnés... Un bon sketch : celui du Polonais Andrzej Wajda. Une jeune fille rencontre un homme plus âgé, qui a sauvé une fillette tombée dans la cage aux ours, au zoo. Ce type (magistralement interprété par Cybulsky) est un simple, brave homme, ancien combattant ; les amis de la jeune fille appartiennent à la jeunesse intellectuelle, et décident de se payer la tête du « vieux ». La cruauté objective de ces jeunes gens, la sympathie un peu lourdaude de l'autre, plus âgé, dépaycé, victime, forment un petit tableau doux-amer, très réussi. Le sketch japonais raconte une sombre histoire d'obsession sexuelle criminelle ; il est réalisé par Ishiara, et, quoique correctement réalisé, paraît assez conventionnel. Truffaut, dans l'épisode français, raconte sans brio une mince histoire d'adolescent déçu par une petite garce ; quant à Marcel Ophüls (sketch allemand) et à Renzo Rossellini (sketch italien) ils nagent dans la convention et la platitude la plus totale, avec des histoires de gigoles douteux ou de fils-père repentis.

Décidément, après Les Sept Péchés capitaux, de sinistre mémoire, on ne peut guère dire que la nouvelle vague réussit le film à sketches. Si tant est qu'elle réussisse quelque chose.

LA PAROLE DONNÉE



Le cinéma de conte de fée

DEUX films récents nous rappellent que l'une des fonctions du cinéma est de nous raconter de belles histoires, et d'utiliser tous les moyens qu'il possède — truquages, notamment — pour nous narrer Peau d'Ane. Et pourquoi y boudier son plaisir ? Certes, les scénarios sont infantiles, remplis de princes vaillants, de rois sages, de fées maléfiques, de sorcières et de génies. Mais la magie de l'image, le soin et l'abondance des truquages dépayés vite et désarment l'esprit critique. Complaisamment — et volontairement — l'on peut redevenir enfant pour une somme modique et s'émerveiller des équivalents modernes des Mille et une Nuits.

Pour les amateurs du genre, je ne conseille pas trop Hercule contre les Vampires, qui fait une trop grande place à l'emcombrant Ed Fury, et où, malgré quelques beaux décors, les truquages nous laissent un peu sur notre faim. Mais l'on peut recommander sans réserve L'Épée magique, de Bert Gordon, et surtout Jack, le tueur de géants, de Nathan Juran, où monstres, sorcières, princesses, enchanteurs et elfes irlandais mènent un sabbat délirant et non dénué d'humour.

Marcel Ranchal.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 11 au 17 juillet
LA FIEVRE DANS LE SANG
(V. O.)

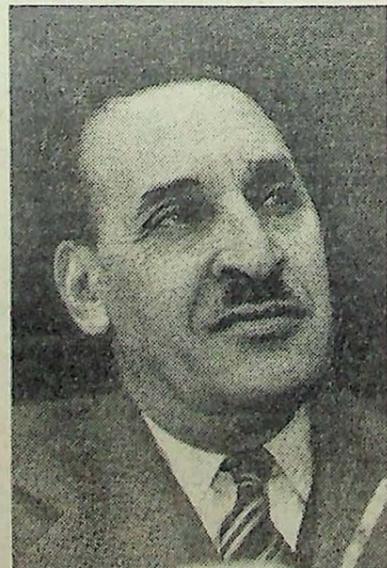
LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40
Semaine du 11 au 17 juillet
SWAMP WATER
(L'étang tragique)
premier américain en V.O.
de Jean Renoir
(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

Livres

LA NUIT COLONIALE

par Ferhat Abbas

ON ne trouvera pas, dans le livre de Ferhat Abbas, ce qui pourrait nous aider à comprendre la nature des divergences qui tendent à se faire jour au sein du G.P.R.A. C'est-à-dire une analyse politique des différentes forces qui s'assembleraient pour le composer, une description de leur évolution. « La nuit coloniale » est en effet, et avant tout, une autobiographie, un itinéraire, l'itinéraire



(Cliché Tribune.)

Ferhat Abbas

d'un représentant des cadres petits bourgeois algériens, d'abord attentifs à négocier avec la puissance coloniale oppressante une intégration décente.

Puis et enfin contraint de rejoindre la lutte clandestine. De l'Union Démocratique pour le Manifeste Algérien au F.L.N., le chemin est long et surprenant. Abbas l'évoque en insistant surtout sur ses propres options. Il fait état d'erreurs. Mais il semble qu'elles étaient, dans son esprit, dues unique-

ment à une appréciation fautive de la situation. Non pas aux perspectives. Lorsqu'il évoque l'Etoile Nord Africaine, le Parti du Peuple Algérien, le M.T.L.D., il ne dit pas quelle était la nature de ses divergences avec eux.

Eux luttèrent déjà pour l'indépendance. Abbas en était toujours aux compromis possibles, par les voies légales. Il lui faudra longtemps pour comprendre que l'insurrection a créé un mouvement irréversible et que c'est elle qui ira jusqu'au bout.

Ainsi, ceci Abbas ne le rappelle pas, justifiera-t-il en avril 1955, dans son organe, « La République Algérienne », sa participation aux élections truquées décidées par le gouverneur Jacques Soustelle. On ne trouvera pas plus les bases politiques sur lesquelles les centralistes, le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire d'Unité d'Action) constituèrent le F.L.N. Leur départ du M.T.L.D. ne fut pas seulement causé par les diktats de Messali Hadj.

Mais aussi par des interprétations différentes de la situation et des positions à adopter. On l'entrevoit lorsque Abbas s'en prend à Messali Hadj, dont d'ailleurs il sous-estime injustement le rôle passé, ou aux centralistes actuels. Le seul regret vient de ce que ses griefs ne s'appuient pas sur des contestations politiques.

Ceci dit, « La nuit coloniale » premier volume d'une série de trois se lit avec beaucoup d'intérêt. L'histoire en train de se faire lorsqu'elle nous touche aussi étroitement nous touche grandement et lorsqu'il s'agit d'une lutte pour l'émancipation, ce combat devient aussi le nôtre.

Que la gauche française n'ait pu peser décisivement dans cette lutte, il ne faut pas seulement le regretter, mais aussi comprendre que l'avenir du mouvement ouvrier sera longtemps obscurci. Espérons autre chose pour l'Algérie.

Emile Copfermann.

(Editions Julliard.)

LA Parole donnée retrace l'histoire d'un paysan brésilien (Zé) qui, pour remercier les Dieux d'avoir sauvé son âne, distribue les terres de sa ferme et décide ensuite de porter une croix, pareille à celle du Christ, jusque dans l'église Sainte-Barbara de Bahia.

Arrivé à quatre heures du matin devant l'église, il ne pourra y entrer que tard dans l'après-midi. L'obscurantisme, le fanatisme religieux et sectaire d'un prêtre de choc l'empêcheront d'entrer dans l'église avec sa croix, car sa foi n'est pas assez pure aux yeux du ministre de Dieu.

Le curé ne voit dans ce paysan obstiné et mystique qu'un faux prophète, un agitateur. Le film est, à ce niveau, une condamnation de l'église-chasse-gardée-aux-bons-croyants.

Mais si le mysticisme de Zé était illimité et sublime, s'il témoignait pour une foi immanente personnelle et authentique, si le conflit du film était celui de l'immanence contre la transcendance, de l'instinct contre la loi divine, la démonstration serait valable et surtout humaine.

Or, le conflit entre le prêtre et le paysan est trop égal : il est le reflet de deux bêtises contraires : l'esprit « fermé » du prêtre est égale dans ses limites à la naïveté « ouverte » de Zé.

Ce qui fait l'hypocrisie de ce film c'est la résignation qui émane de tous ses pores. Au lieu d'un personnage sain, lucide, intelligent, combattant l'Eglise c'est un être que la naïveté englué dans les fausses valeurs. Il est tellement neutre, malléable, insignifiant, que les journalistes peuvent faire de lui un révolutionnaire, le prêtre, un hérétique. Il est ce que chacun veut qu'il soit. Or, il devient humain dès que par ses propres forces il essaie de briser les portes de l'église. La croix, à ce moment, ne pèse plus lourdement (au sens littéral et imagé) mais constitue un instrument, un bélier pour défoncer une porte.

Si l'on avait des soupçons sur cette démonstration tronquée, sur ce combat entre « la loi écrite » et la « loi non écrite » chère à Antigone, la fin du film ne laisse aucun doute : Zé meurt sur la place de l'église, les noirs le placent sur sa croix et le portent dans l'église. Ainsi la religion « authentique » récupère un martyr.

Anselmo Duarte lisse autour d'un personnage sans consistance une auréole de sainteté, ce qui fausse la portée du film.

Pierre Uytterhoeven.

(Madeleine, Mercury.)